

LES ÉTATS-UNIS EN DOUTE DE SA PREMIÈRE PLACE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Par

Lebon TSHIMPE KADIMA

*Professeur à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques
Département des Relations Internationales
Université de Kinshasa/République Démocratique du Congo*

et

Mitterrand KALUBI KADIMA

*Assistant à la Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques
Département des Relations Internationales
Université de Kinshasa/République Démocratique du Congo*

RÉSUMÉ

Reconnus pour leur superpuissance au niveau mondial, les Etats-Unis ont vu leur influence se diminuer pour plusieurs raisons au cours de ce dernier siècle. Grand architecte d'un système politique international unipolaire jadis, actuellement les Etats-Unis sont de plus en plus rivaux et le monde donne actuellement l'apparence d'un système multipolaire. Est-ce pour autant dire que les Etats-Unis, grande puissance de renommée mondiale, ont totalement perdu leur niveau de première puissance sur la scène internationale ? Voilà la question qui constitue la toile de fond de notre réflexion dans cet article.

Mots-clés : *Etats-Unis d'Amérique, Puissance, Réalisme, Domination, International*

ABSTRACT

Recognized as a global superpower, the United States has seen its influence diminish for several reasons over the past century. Great architect of a unipolar international political system formerly, currently the United States is more and more rivaled and the world currently gives the appearance of a multipolar system. Does this mean that the United States, a great power of world renown, has completely lost its level of first power on the international scene? This is the question that forms the backdrop of our reflection in this article.

Keywords: *United States of America, Power, Realism, Domination, International*

INTRODUCTION

Au seuil de cette réflexion, il convient de signaler que la tâche qui est la nôtre ici n'est pas d'épuiser l'analyse du sujet, mais d'apporter notre modeste contribution à l'idée selon laquelle les États-Unis doute de sa première place sur la scène internationale. Ainsi donc, le siècle passé fut émaillé des différents problèmes qui s'apparentaient essentiellement à la lutte pour l'affirmation des puissances, suite à la bipolarité qui prévalait sur le terrain : les États Unis d'Amérique d'une part avec leurs alliés et, d'autre part, l'URSS avec ses États satellites. Nous nous inscrivons dans la période de l'après deuxième guerre mondiale, au moment où les intérêts des super puissances ne convergeaient pratiquement plus¹.

La mise en place par chacune des puissances, des structures idéologiques, militaires et économiques a favorisé la division du monde en blocs antagonistes. Ainsi, comme il a toujours été dit : « *c'est de ta peur que j'ai peur* », les suspicions portées sur autrui, provoquaient des tensions eu égard aux défis et intérêts qui étaient en présence entre les anciens alliés victorieux de la deuxième guerre mondiale. Après l'écrasement de l'Allemagne, fut ainsi appelée à l'existence², les structures de sécurité commune à large alliance sur les plans temporel et spatial : l'OTAN pour le bloc occidental et le pacte de Varsovie pour le bloc de l'Est, attitude qualifiée de stratégie de la tension entre les deux blocs, veillant chacun sur ses limites d'application politico-idéologique, tout en évitant que l'autre ne puisse empiéter sur le terrain de l'autre.

Face à cette situation de la domination des États-Unis aux autres États sur la scène internationale, que nous nous posions une question de savoir si les États-Unis détient encore sa suprématie d'être la première puissance sur l'échiquier international ?

Nous noterions que la puissance des États-Unis est devenue de plus en plus douteuse suite à l'apparition des autres acteurs sur la scène internationale dits pays émergentes comme la Chine, la Russie, le Brésil, l'Inde, la Turquie et l'Indonésie ; voir la crise de Crimée et son annexion par la Russie en mars 2014. Alors, compte tenu de l'affaiblissement relatif de l'Amérique, les puissances émergentes se sentent de plus en plus enhardies pour contester les formes du système international et promouvoir leurs propres intérêts.

Ainsi donc, depuis la fin de la guerre froide, la puissance américaine peine à se renouveler et à s'adapter aux grands bouleversements internationaux. Après une décennie d'engagements militaires consécutifs au 11 septembre 2001, c'est vers l'Asie et les accords commerciaux que les États-Unis se

¹ R. KAGAN, *La puissance et la faiblesse, les États-Unis et l'Europe dans le Nouvel Ordre Mondial*, Grasset, Paris, 2003.

² R. ARON, *Le Grand débat*, Ed. Calman Levy, Paris, 1963.

tourment, mais ce mouvement ne s'accompagne pas pour autant d'un retrait stratégique du Moyen-Orient ni d'une négligence accrue de l'allié européen dont ils auront de plus en plus besoin pour partager le leadership stratégique.³

1. RÉALITÉS DE SON DOUTE ET SES RACINES

1.1. Réalités de son doute

Le pivot vers l'Asie est à relativiser, dans le sens où les événements au Moyen-Orient, et en particulier en Syrie, rappellent à Washington qu'un leadership américain fort est toujours indispensable pour forger une action internationale et qu'en son absence, c'est la paralysie qui prime, malgré les efforts de certains alliés comme la France et le Royaume-Uni pour prendre l'initiative (Libye et Mali). Or force est de constater que ni ces deux puissances ni d'autres ne possèdent la capacité d'entraînement des Etats-Unis qui leur permettrait de rassembler autour d'eux de larges coalitions de pays volontaires. Face à une Union européenne désunie et inaudible sur la scène internationale, l'administration Obama fait le choix d'esquiver ses alliés-clés sur un certain nombre de dossiers où il souhaite pouvoir avancer vite, quitte à les exclure à la dernière minute, telle la France sur le dossier syrien, pour gérer la crise en tandem avec la Russie⁴.

Face aux crises, le leadership américain n'est pas « dispensable » comme le préconise Vali Nasr, ancien conseiller auprès de Richard Holbrooke lorsque ce dernier exerçait les fonctions de représentant spécial du président Obama pour l'Afghanistan et le Pakistan (2009-2010), ni substituable, d'autant plus que le reste du monde s'est habitué à se tourner vers les Etats-Unis pour qu'ils agissent en chef de file et créent les conditions d'une action internationale, c'est-à-dire assument le rôle de « gendarme du monde » à l'heure où l'Amérique souhaite s'en écarter⁵.

Or la Libye a été à cet effet un précurseur de la manière dont Washington entend désormais déléguer son leadership et solliciter ses alliés européens pour qu'ils prennent leurs responsabilités sécuritaires, notamment dans leur périphérie sud. Les Etats-Unis opteront davantage pour une posture d'accompagnement (logistique, renseignement, drones) dite « leading from behind » (leadership en coulisse) dans certains conflits régionaux (Libye, Mali, Syrie) où les intérêts américains ne sont pas directement mis en cause.⁶

³ G.-W. BUSH, *La stratégie de sécurité des Etats-Unis d'Amérique*, Septembre 2002.

⁴ DIUR KATOND et Collaborateurs, *Histoire des Relations Internationales*, Ed. Sirius, Ed. Complexe, Bruxelles, 1991, pp. 45-46.

⁵ G.-W. BUSH, *Discours à Washington D.C.*, (National Cathedral), le 14 septembre 2001.

⁶ "PAX AMERICANA ou la conquête militaire de l'espace", Documentaire de Denis Delestrac (France/Canada, 2009, 1h16mn) [archive] Pax Americana and the Weaponization of Space.

1.2. Ses racines

Les situations dans lesquelles ce n'est pas notre sécurité, mais nos valeurs qui seront directement menacées. Dans ces cas, nous ne devrions pas avoir peur d'agir mais le poids de l'action ne devrait pas être porté par l'Amérique seule. Comme nous l'avons fait en Libye, notre tâche consiste à mobiliser la communauté internationale en faveur de l'action collective. (Barack Obama, discours sur la Libye du 28 mars 2011).

Or la Libye a déjà montré les limites de ce que les Européens peuvent faire ainsi que leur dépendance persistante sur certaines capacités militaires américaines (drones, ravitaillement en vol, renseignement). Dans un monde où les États-Unis ne souhaitent plus jouer le rôle de gendarme du monde et où les Européens ne peuvent pas assumer leurs responsabilités sécuritaires dans leur propre périphérie sans un appui américain significatif, c'est toute la question de la gouvernance mondiale en termes de sécurité qui se pose, face au risque potentiel de « vide stratégique », et dont la Syrie a été la plus récente illustration.

L'enjeu pour les Européens est d'élaborer une stratégie qui leur soit propre et identifiable par leurs partenaires et leur allié américain. Ceci est d'autant plus important qu'une grande partie des crises majeures, des engagements diplomatiques (la Syrie, le sud du Caucase, le Soudan et le Sahel) et des interventions militaires se sont déroulés et continueront à avoir lieu à la périphérie de l'Europe. Ainsi, plus que celle des États-Unis, la stratégie de l'Union européenne résulte davantage de la nécessité que d'un choix.⁷

Mais les contraintes budgétaires compromettent déjà le rayon d'interventions au sein de cet « arc de crises ». Toutefois, cela ne doit pas induire une sorte de division du travail géographique entre l'Europe, au mieux un acteur local, et les États-Unis, seuls capables d'une projection mondiale et d'assumer leurs responsabilités internationales. Le partenariat stratégique transatlantique doit être consolidé autour d'une vision commune des enjeux sécuritaires prioritaires et permettre de définir des modes d'intervention mieux coordonnés.

Pour cela, il faudra d'abord que les États-Unis rétablissent le lien de confiance avec leurs alliés européens, miné par les récentes révélations sur l'ampleur du système de surveillance américaine via l'Agence de la sécurité nationale (NSA). Plus de dix années après la crise irakienne, ce nouvel épisode qui ébranle la relation transatlantique pourrait avoir des effets diplomatiques durables et à plus court terme, remettre en question ou du moins retarder les

⁷ LABANA Lasay'Abar, *Coopération internationale, évolution et approches théoriques*, Kinshasa, éditions Sirius, 2006, p.14.

négociations entre l'Union européenne et les Etats-Unis sur un accord de libre-échange.⁸

Ces évolutions profondes soulèvent des grandes questions sur la façon dont le monde est gouverné. En pensant à l'avenir, il est utile de jeter un coup d'œil loin dans l'histoire. Cela parce que cette transition représente plus que la fin de l'ère post-1945 et la domination globale américaine. Il représente également la fin de l'ère de la domination occidentale pendant environ cinq siècles. Pendant ce demi-millénaire de l'histoire du monde, la position mondiale de l'Ouest est restée sûre, et les plus grands développements mondiaux étaient représentés par des passages de pouvoir entre les civilisations occidentales.

Par conséquent, les conceptions du monde en termes du temps (calendriers) et l'espace (système métrique) ont été déterminées selon les normes occidentales. Maintenant, cependant, que le centre de gravité économique et géopolitique du système international migre de la zone euro-atlantique à l'Asie, nous voyons les prémices d'un changement de pouvoir entre les civilisations. L'importance de ce développement ne peut pas être surestimée.

Le crépuscule de la Pax Americana et la période de domination occidentale annonce une transition lourde d'incertitude et d'instabilité envers une nouvelle constellation de puissance internationale.⁹

L'ère de la domination américaine a émergé de l'effondrement de la Pax Britannica précédente. Or, cela signifiait le déplacement de l'Europe vers les États-Unis, comme lieu de puissance mondiale. Malheureusement, il a fallu deux guerres mondiales du XXe siècle et une dépression mondiale pour forger cette transition.

2. UN NOUVEL ORDRE DU JOUR REALISTE

En l'automne de 2011, le président Obama a annoncé "un pivot" de la politique étrangère des États-Unis vers l'Asie. À cette fin, tous les aspects de "hard power" et "soft power" des États-Unis ont été réorientés. La logique de ce changement est que la région Asie-Pacifique sera l'épicentre du développement économique mondial au XXI^e siècle¹⁰.

En fait, depuis la conception du « pivot vers l'Asie », le Moyen-Orient est tombé dans le chaos, avec des guerres civiles en suspens en Libye, la Syrie, le Yémen et l'Irak. Par conséquent, la réticence des États-Unis à s'engager dans le

⁸ T. JUDT, *Postwar-A History of Europe Since 1945*, Ed. Pimlico, New York. 1990. Kinshasa, 2007.

⁹ « The End of Pax Americana: How Western Decline Became Inevitable », (consulté le 4 mai 2015).

¹⁰ ZBIGNIEW BRZEZINSKI, *The Grand Chessboard, American Primacy and its Geostrategic Objectives*, New York, Basic Books, 1998, p. 23.

Moyen-Orient est plus une nécessité qu'un choix. En outre, cette instabilité a débordé sur l'Europe avec des menaces terroristes croissantes, ainsi que dans la mer Noire, à la suite de l'annexion de la Russie de la Crimée et les conflits dans l'est de l'Ukraine. En bref, le "pivot vers l'Asie", peut bien se révéler inopportun et irréaliste.

Un pas dans la direction de coopération a été fait avec « le dialogue stratégique et économique » annoncé le 1er avril 2009 par le président des États-Unis, Barack Obama et le président chinois Hu Jintao. Il s'agit d'un dialogue de haut niveau entre les États-Unis et la Chine pour discuter d'un large éventail de questions stratégiques et économiques régionaux et mondiaux entre les deux pays. Ce nouveau dialogue a remplacé l'ancien dialogue économique stratégique commencé par l'administration de George W. Bush.¹¹

Des représentants de haut niveau des deux pays et leurs délégations se réunissent chaque année alternativement dans les capitales de chaque pays. Le dialogue a un « volet stratégique » et un « volet économique ». Le Secrétaire d'État américain John Kerry et conseiller d'État chinois Yang Jiechi, sont coprésidents du « volet stratégique ».

Le secrétaire américain au Trésor Jack Lew et le vice Premier Ministre chinois Wang Yang étaient coprésidents du « volet économique » à la 6^{ème} réunion de Beijing en juillet 2014.

À ce jour, le fait de dialoguer a eu plus d'importance que les différents points qui devaient être abordés, en raison de liens de communications qui ont été créés. Pourtant, la nécessité de coopérer lorsque les intérêts mutuels indépendants étaient en jeu a été confirmé dans le sommet sino-américain en Septembre 2015.¹²

Les deux pays ont pris des engagements historiquement forts sur le changement climatique afin d'assurer le succès de la conférence de Paris (COP 21 en Décembre 2015). Mais, peu de progrès ont été réalisés sur les questions épineuses des droits de l'homme et des différends territoriaux dans la mer de Chine du Sud.

Ainsi, le dialogue ne peut pas éliminer les différences ou les soupçons sous-jacents dans les relations sino-américaines, ni éliminer la cacophonie des voix dans les deux systèmes sur l'avenir des relations à long terme, mais par ce fait, les décideurs peuvent renforcer une prise de conscience partagée de leurs responsabilités mutuelles pour ce qui est sans doute la relation bilatérale, aujourd'hui, la plus importante du monde. Les deux pays savent que les enjeux

¹¹ H. KISSINGER, *Does America Need a Foreign Policy : Toward a Diplomacy for the 21st Century*, New York, Simon & Schuster, 2001, p. 19.

¹² LEHMAN Brothers Bankruptcy, « Financial Ethics - Seven Pillars Institute » (consulté le 4 mai 2015).

sont trop élevés pour perdre les possibilités de coopération et de renforcement de confiance mutuelle¹³.

Quand la guerre froide prévalait, les Etats-Unis poussaient ouvertement l'Europe à s'organiser.

2.1. L'arrivée de Donald Trump

Donald Trump n'avait pas ménagé ses alliés occidentaux et semblait même trouver des qualités aux mouvements populistes qui cherchaient à faire imploser l'UE. Cela s'explique-t-il seulement par la personnalité de l'ex-président américain ou étions-nous confrontés à une évolution en profondeur de la politique américaine envers l'Europe ?

Sur ce, il faut noter que la personnalité du Président Trump renforçait une évolution qui remontait à la fin des années 1990 pour être précis à l'éclatement de la Yougoslavie.

A partir de ce moment, il est devenu clair que l'Otan servirait moins à défendre l'Europe qu'à mener des opérations sur d'autres théâtres non directement liés à la sécurité de la zone atlantique. Et si Donald Trump était celui qui partait plus loin dans l'exigence d'une participation financière accrue des Européens au fonctionnement de l'Otan, il fallait rappeler qu'il n'était pas le premier, même si ses prédécesseurs l'avaient formulée de manière plus policée.¹⁴

Le véritable tournant, je le vois plutôt dans la manière brutale dont la Maison Blanche mène et assume la guerre commerciale, en particulier contre l'Europe. Ce qui, en retour, produit un durcissement des positions prises par la Commission européenne, qui était notoirement plus souple par le passé.

Il faut noter aussi que les embargos unilatéralement décidés par Washington, notamment contre la Russie et l'Iran, ne facilitent pas la vie des producteurs européens, les Allemands en particulier et que l'extraterritorialité du dollar qui permet à Washington de les faire respecter est devenue une question centrale qui pousse davantage l'Union à s'organiser qu'à renforcer le lien transatlantique.¹⁵

Ainsi donc, les Etats-Unis viennent de décider de se retirer unilatéralement du traité Reagan-Gorbatchev de 1987 sur les armes à portée intermédiaire qui avait mis fin à la crise des euromissiles. Et ce n'est un secret pour personne que la Pologne comme la Roumanie, accueillent désormais des bases antimissiles de l'Otan et peut-être déjà des missiles à moyenne portée. Cette initiative n'est-

¹³ Robert Kaufman: "The reckoning for Obama's Asia pivot", consulté le 6 mai 2015.

¹⁴ What did and didn't get done at the U.S.-China White House summit », sur *PBS NewsHour*, consulté le 14 mars 2016.

¹⁵ C. OCKRENT et A. MARENCHES (DE), *Le secret des princes*, Ed. Stock, 1986.

elle pas de nature à recréer les conditions d'une course aux armements nucléaires ?

Il faut noter que là encore, le retrait américain se préparait depuis la présidence Obama, inquiète de la technicité accrue des missiles de croisières russes, mais aussi chinois, dont on a cité ci-haut.

L'administration américaine a donc considéré que dans la mesure où les conditions ayant présidé à la rédaction du traité de 1987 avaient changé, celui-ci devenait ipso facto obsolète...

Ce qui est frappant dans cette affaire, c'est plutôt la volte-face des gouvernements européens qui en 1987, avaient critiqué ce traité au motif qu'il risquait de provoquer un découplage entre l'Europe et les États-Unis.

Aujourd'hui, les mêmes s'inquiètent de l'abandon de ce dispositif qui, disent-ils, contribuait à la sécurité du continent. Il faut choisir !

S'agissant de la course aux armements, la vérité est que ce sont les progrès technologiques réalisés de part et d'autre qui l'ont relancée, beaucoup plus que l'abandon de tel ou tel dispositif de contrôle. Tout le monde, à commencer par la France, travaille, comme les Américains et les Russes, à de nouvelles générations d'armes¹⁶.

Il n'en reste pas moins que l'Otan a avancé vers l'Est alors que, simultanément, le Pacte de Varsovie se dissolvait, ce qui a contribué à renforcer le sentiment d'encerclement des Russes.

Il ne fait aucun doute que cette initiative, en contradiction avec les promesses verbales qui avaient été faites par le président Clinton à Boris Eltsine, a fait monter d'un cran la fièvre obsidionale dont les dirigeants russes, et ce n'est pas nouveau dans leur histoire, se servent pour justifier leur politique.

Cet élargissement de l'Alliance vers l'Est était-elle pour autant évitable ?

C'est un fait que les peuples affranchis de la domination soviétique avaient infiniment plus confiance dans les États-Unis que dans l'Union européenne pour assurer leur sécurité.

Et c'est aussi un fait que les Américains en ont profité pour avancer leurs pions. Aurait-ils dû s'abstenir de considérer d'un œil favorable la campagne menée par certains groupes de pression en faveur de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, voire à l'Union européenne ?

¹⁶ D. GANSER, *L'Armées secrètes de l'OTAN, Réseau StayBihind, opération Gladio et terrorisme en Europe*, Ed. Demi-Lune, Paris, 2007.

Tant que l'Union européenne n'a pas mis au point une réponse appropriée à l'extraterritorialité du droit américain, il est clair qu'on ne peut donner aux entrepreneurs français que des conseils d'extrême prudence : leurs activités sont scrutées à la loupe, et peuvent donner lieu aux poursuites les plus diverses aboutissant à des amendes prohibitives.

Un chef d'entreprise installé à Moscou doit être extrêmement circonspect quant aux opérations qu'il mène, mais aussi, cela va sans dire, sur le chapitre de sa vie personnelle.

Les possibilités de pression, d'intrusion et même de chantage, sont considérables : voyez Alstom, racheté par son concurrent américain sous la menace d'une amende colossale réclamée par le Département de la Justice américain.¹⁷

Il s'agissait de corruption présumée, pas de commerce avec une puissance sous embargo, mais la méthode est la même. D'où, s'agissant du commerce franco-russe, un début de désengagement de notre part. Regardez la part du gaz russe et celle du gaz de schiste américain dans nos importations. Je vous laisse deviner celle qui augmente et celle qui recule.

3. LE NEO-ISOLATIONNISME

D'emblée, il sied de noter qu'avec Donald Trump, qui pour lui trouvait que la politique d'isolationnisme fera avancé des Etats-Unis, or avec cette politique étrangère qui semble être isolationniste mettait déjà en cause l'existence des Etats-Unis d'être le seul gendarme du monde. Ainsi donc, pour les néo-isolationnistes, les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre une politique étrangère internationaliste à base de prouesses militaires et économiques.

Un budget de la Défense qui, dans les années 1990, approcherait encore les 300 milliards de dollars par an, n'est plus supportable pour un pays où le poids de la dette ne fait que s'accroître, où l'infrastructure est dégradée, où le système d'éducation est en faillite, où le taux d'épargne est des plus bas et où il y a manque de volonté pour investir à long terme. Dans l'histoire des Etats-Unis, l'isolationnisme n'a jamais signifié une volonté d'isolement total du reste du monde.¹⁸

Les relations économiques avec l'outre-mer devaient être poursuivies. C'est sur le plan politique que les isolationnistes préconisaient le détachement. Rejetant la sécurité collective et les alliances nécessaires au maintien de l'équilibre des forces, l'isolationnisme résidait essentiellement dans une

¹⁷ Ch. ZORGBIBE, *Histoire de l'OTAN*, Ed. Complexe, Paris, 2002.

¹⁸ P. KENNEDY, *The Rise and Fall of Great Powers*, New York, Vintage Books, 1987.

volonté de non-engagement, un refus de faire des promesses en matière de sécurité qui puissent enlever à l'Amérique sa totale liberté d'action.

Avant la deuxième guerre mondiale, l'isolationnisme, un mouvement surtout républicain, voulait que les États-Unis se tiennent à l'écart de l'Europe et de ses conflits et, en même temps, qu'ils empêchent toute intervention européenne dans les affaires du continent américain, suivant en cela la "doctrine Monroe". Avec la guerre froide, la plupart des Républicains isolationnistes se muèrent en croisés de l'anticommunisme.¹⁹

Dans les années 1960, l'intervention au Vietnam suscita un deuxième isolationnisme, opposé à la guerre mais favorable à l'Alliance atlantique et à la coopération internationale. Depuis 1989-1991, la première tendance se retrouve dans le néo-isolationnisme nationaliste et "populiste" de Patrick Buchanan. Et nous estimons que c'est de là où l'ancien Président des États-Unis d'Amérique (Donald Trump) s'était inspiré de ses prédécesseurs qui avaient une vision d'isolationniste.

¹⁹ A. TOCQUEVILLE (DE), *De la démocratie en Amérique*, 1^{er} livre, 1935.

CONCLUSION

Nous estimons qu'avec la montée en puissance de la Chine qui, devient un grand rival des Etats-Unis, malgré les sanctions américaines, la Chine continue toujours à prendre le dessus sur son éternel rival, qui est notamment les Etats-Unis d'Amérique. Ainsi donc, il faut noter que dans le cas sous examen, nous ne pouvons plus parler du déclin américain, il faut plutôt parler du déclin de la puissance. C'est-à-dire que les Etats-Unis ne peuvent plus mener le jeu international aujourd'hui comme il a mené dans le temps de westphalien ou encore le temps de la guerre froide ! C'est-à-dire que, la cène internationale a complètement changé le logiciel et la plupart des acteurs politiques ne se rendent pas compte de cela, ils font comme si on était dans l'ancien monde, alors que le monde actuel a déjà changé son logiciel.

A l'époque de la publication de son ouvrage, l'économie étasunienne connaît des ratés ; le Japon, la Chine et même l'Europe apparaissent alors comme des puissances potentielles. Cette théorie est reprise aujourd'hui par l'historien Emmanuel Todd. Il soutient que les Etats-Unis sont en perte de puissance et que leur déclin est irréversible. La volonté de contrôle et de puissance que l'administration de Donald Trump affirme partout dans le monde, et notamment sur la question de l'Irak serait une activité de compensation permettant de masquer une perte de puissance qui serait d'abord d'ordre économique. Pour appuyer sa démonstration, E. Todd se fonde sur des données statistiques : il analyse notamment le déficit commercial des Etats-Unis montrant qu'il est passé de 100 à 450 milliards de dollars entre 1993 et 2000.

Aujourd'hui, l'Amérique serait donc devenue dépendante du reste du globe, et elle n'aurait plus les moyens de le dominer. Même si ce déclin américain n'est pas aussi visible que l'effondrement de l'Empire soviétique, il serait néanmoins réel et il laisserait place à l'émergence d'autres puissances. Ces deux thèses (unipolarité/multipolarité) sont à l'origine de nombreux débats. De la lecture des différents auteurs, on ressort avec un sentiment d'inconfort et une impression de confusion qui montrent combien sont difficiles les tentatives de conceptualisation du « nouvel ordre mondial ». La difficulté est telle que Pascal Boniface conclut un de ses chapitres en expliquant que le monde n'est ni unipolaire, ni multipolaire mais « dans une situation hybride uni multipolaire ».²⁰

De ce qui précède, il se dégage qu'aujourd'hui, le système international ne ressemble plus à ce qu'il était au temps de la guerre froide, comme nous l'avons cité-ci-haut et certains historiens préfèrent parler d'un nouveau désordre

²⁰ R. KAGAN, *op. cit.*, pp. 33.

plutôt qu'un nouvel ordre politique mondial. En d'autres termes, la coexistence de la multipolarité marquée par l'apparition des puissances moyennes et les USA ont du mal à prôner l'unilatéralisme. Unipolaire, dans un environnement confronté aux effets de la globalisation. La fin d'un monde bipolaire correspond à l'affirmation d'une superpuissance, certes, mais son hégémonie n'est pas totale. D'autres puissances tentent dans leur intérêt de promouvoir le multilatéralisme.

Donc, nous suggérons que les États-Unis sont en doute de leur leadership sur la scène internationale, dans le sens où son hégémonie est mise en cause par l'existence des autres puissances internationales. En d'autres termes, le système international actuel a changé le logiciel, c'est-à-dire qu'on est plus dans une situation où seul l'hégémonie Américain règne ou encore le déclin Américaine, plutôt nous sommes dans une position de lutte. Toutefois, nous restons ouverts à des propositions qui permettront aux chercheurs de s'en procurer, parce que c'est un sujet très complexe, qui lance encore des débats sur la scène internationale et qui est en cours.

BIBLIOGRAPHIE

1. ALBERTO R. COLL, "America as the Grand Facilitator", *Foreign Policy*, n° 87, été 1992.
2. ARON, R., *Le Grand débat*, Ed. Calman Levy, Paris, 1963.
3. BADIE, B., « Les grands débats théoriques de la décennie », in *Revue internationale et stratégique*, no. 41. Printemps 2001.
4. BADIE, B., *La Diplomatie de connivence*, La Découverte, 2011.
5. BETTATI, M., *Droit d'ingérence, mutation de l'ordre international*, Paris, Odile Jacob, 1996.
6. BONIFACE, P., *Les Relations internationales depuis 1945*, Paris, Ed, Eyrolles, 2015.
7. BUSH W., G., Discours à Washington D.C., (National Cathedral), le 14 septembre 2001.
8. GANSER, D., *Le Armées secrètes de l'OTAN, Réseau StayBihind, opération Gladio et terrorisme en Europe*, Ed. Demi-Lune, Paris, 2007.
9. HÉBERT, J-P., « Militarisation ou démilitarisation du monde ? », *Recherches internationales*, no. 63, 2001, pp. 19-36.
10. JUDT, T., *Postwar-A History of Europe Since 1945*, Ed. Pimlico, New York. 1990, Kinshasa, 2007.
11. KAGAN, R., *La puissance et la faiblesse, les Etats-Unis et l'Europe dans le Nouvel Ordre Mondial*, Grasset, Paris, 2003.
12. KAUFMAN, R., "The reckoning for Obama's Asia pitvo", consulté le 6 mai 2015.
13. KENNEDY, P., *The Rise and Fall of Great Powers*, New York, Vintage Books, 1987.
14. KISSINGER, H., *Does America Need a Foreign Policy : Toward a Diplomacy for the 21stCentury*, New York, Simon & Schuster, 2001.
15. LABANA LASAY'ABAR, *Coopération international, Evolution et Approches théoriques*, Kinshasa, éditions Sirius, 2006.
16. Lehman Brothers Bankruptcy, "Financial Ethics - Seven Pillars Institute" (consulté le 4 mai 2015).
17. MORGENTHAU, H. J., *Politics among Nations: the struggle for Power and Peace*, 6^{ème} édition, New York, Alfred KNOPE, 1985.
18. "PAX AMERICANA ou la conquête militaire de l'espace", Documentaire de Denis Delestrac (France/Canada, 2009, 1h16mn) [archive] Pax Americana and the Weaponization of Space.
19. SAMUEL P. HUNTINGTON, "America's Changing Strategic Interests", *Survival*, vol. 33, 1991.
20. "The End of Pax Americana: How Western Decline Became Inevitable", (consulté le 4 mai 2015).
21. TOCQUEVILLE (DE), A., *De la démocratie en Amérique*, 1^{er} livre, 1935.

22. ZBIGNIEW BRZEZINSKI, *The Grand Chessboard, American Primacy and its Geostrategic Objectives*, New York, Basic Books, 1998.
23. ZORGBIBE, Ch., *Histoire de l'OTAN*, Ed. Complexe, Paris, 2002.